

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q3/KNA/7**

28 mai 2002

(02-2912)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## **SUBVENTIONS**

### Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

#### Question complémentaire du Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 mai 2002.

---

Le Japon présente une question complémentaire en vue de clarifier la réponse que lui a soumise Saint-Kitts-et-Nevis au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires concernant la prorogation de la période de transition prévue pour les subventions à l'exportation. Le Japon se réserve le droit de poser des questions supplémentaires.

Cette question ne préjuge pas de la position du Japon au sujet des conclusions qui pourraient être adoptées.

\* \* \* \* \*

Loi n° 17 de 1974 sur les incitations financières

Le Japon est d'avis qu'un accord commercial régional tel que la CARICOM ne saurait exempter de l'obligation de notification énoncée à l'article 25 de l'Accord SMC. Saint-Kitts-et-Nevis partagerait-il ce point de vue? Dans l'affirmative, ce pays n'a-t-il aucune subvention qui doit être notifiée en vertu de l'article 25 de l'Accord SMC, à part la Loi n° 17 de 1974 sur les incitations financières, dans le cadre de la CARICOM?

---